

Informations du Guatemala

5^e année / N° 227

du 3 au 9 juillet 1987



POLITIQUE

L'armée rend le GAM responsable de la répression
Le pouvoir exécutif viole la constitution
Le gouvernement rompt le pacte avec les syndicats
Un dirigeant paysan assassiné
Des licenciements en masse
On retrouve le cadavre d'un militaire à la retraite

SITUATION SOCIALE

L'inégalité de la répartition des revenus est alarmante

REFUGIES

Trois femmes assassinées
On tire sur cinq personnes dans la rue
Deux morts lors d'une perquisition
On exige la libération de quatre disparus
Un étudiant libéré

REFUGIES

400 mille réfugiés clandestins
L'ACNUR étudiera le cas des réfugiés clandestins

4° P 12315

POLITIQUE

L'ARMEE REND LE GAM RESPONSABLE DE LA REPRESSION

Selon Manuel Antonio Callejas, chef de l'état major de l'armée, le Groupe d'appui mutuel (GAM) aux proches des disparus abuse de la liberté concédée aux citoyens ; le général commentait la répression dont le GAM a été l'objet lors de la manifestation pacifique du 30 juin dans les rues de la capitale.

"Dans une démocratie, chacun doit tenir son rôle ; la sécurité du cortège était à la charge de la police nationale, l'armée n'est pas intervenue". Callejas n'a toutefois pas disculpé les éléments des forces de l'ordre qui ont réprimé la manifestation au moyen de bombes lacrimogènes.

LE POUVOIR EXECUTIF VIOLE LA CONSTITUTION

Dans un document remis le 2 juillet au président Viáncio Cerezo, les avocats réunis dans le groupe politique "JUDE", Justice et Droit, rappellent les siècles de dictatures présidentielles par lesquels est passé le Guatemala ; ils dénoncent les perversions et les défauts générés par ces dictatures, notamment les abus de pouvoir et les violations des droits de l'homme, ce qui se traduit par une violence continue et alarmante ; actuellement, tout laisse entrevoir une tendance dangereuse à retourner vers les maux du passé.

Le JUDE soutient en outre que le pouvoir exécutif prend le pas sur les autres pouvoirs de la République, les pouvoirs législatif et judiciaire, jugés "dociles et obéissants" au premier. Le pouvoir exécutif a violé la constitution à huit reprises au moins, notamment l'article 13 -garantie de la liberté individuelle- et l'article 178 en opposant son veto en dehors du délai de quinze jours prévu par la constitution au vote de la loi relative à la commission et au procureur des droits de l'homme.

LE GOUVERNEMENT ROMPT LE PACTE AVEC LES SYNDICATS

Le 2 juillet les syndicats de la Fonction publique ont dénoncé le non respect par le gouvernement des accords salariaux passés le 13 mai ; le gouvernement devait avancer du mois de juillet au mois de juin une augmentation de salaire de 25 quetzales mensuels, promesse qui avait été signée par le président Cerezo en personne. Ceci démontre l'irresponsabilité du gouvernement.

Les syndicalistes rappellent que le compromis a été signé avec le gouvernement pour mettre fin à la grève générale qui avait éclaté le 27 avril ; il a été conclu dans une ambiance "de paix et de concorde". Les syndicats avaient néanmoins fait part à ce moment de leur intention de rester vigilants.

UN DIRIGEANT PAYSAN ASSASSINE

Benedicto Ortega Ordóñez, 22 ans, l'un des dirigeants du Mouvement pour la terre du père Andres Giron, a été tué par balle par un groupe d'inconnus fortement armés ; ils ont abattu le dirigeant depuis un véhicule aux abords de sa résidence, dans la localité de Nueva Concepcion, département d'Escuintla, dans le sud du pays où se trouve le siège du mouvement.

La mort de Ortega a vivement ému la population locale ; en effet le mouvement pour la terre dans cette région de la côte sud du Guatemala concerne plus de 300 familles.

DES LICENCIEMENTS EN MASSE

900 employés de l'Institut national de la forêt (INAFOR) contractés dans la région du sud-ouest du pays ont été licenciés. Dans une déclaration du 5 juillet, leurs représentants soulignent que les employeurs ont d'abord laissé croire qu'il s'agirait d'un chômage technique de quelques jours.

Par ailleurs, Lizardo Sosa, ministre de l'Economie, a déclaré le 4 juillet que le chômage avait augmenté de 15% au cours des derniers mois en raison de la baisse des performances de l'économie guatémaltèque. De plus, certains secteurs, la construction et la confection par exemple, souffrent du manque de main d'oeuvre.

ON RETROUVE LE CADAVRE D'UN MILITAIRE A LA RETRAITE

La presse locale du 6 juillet a informé de la découverte du cadavre de Rodolfo Gutierrez Poggio, colonel à la retraite, porté disparu depuis presque un mois. Le corps a été retrouvé enterré dans le jardin de la résidence du colonel, là-même où l'on avait trouvé les corps de deux citoyens chinois résidant au Guatemala.

Il semble que le corps du colonel se trouvait déjà dans ce jardin lors de la découverte de celui d'une ressortissante chinoise ; son compatriote n'étant retrouvé que dix jours après. Ces événements remettent en question la compétence policière en matière d'enquête. Selon la presse, une telle incapacité entraînerait dans un pays démocratique, la destitution immédiate du ministre de l'Intérieur et de ses subalternes responsables de ces erreurs.

SITUATION SOCIALE

L'INEGALITE DE LA REPARTITION DES REVENUS EST ALARMANTE

Julio Penados, ex-responsable de l'Institut guatémaltèque de sécurité sociale (IGSS) a déclaré le 3 juillet que 10% de la population guatémaltèque reçoit 40% du revenu global alors que les 90% restants souffrent du manque d'emplois fixes et de revenus décents.

300 mille enfants naissent chaque année dans le pays et 64 mille personnes migrent de l'intérieur du pays vers la capitale. Actuellement, 60% de la population réside en zone rurale.

DROITS DE L'HOMME

TROIS FEMMES ASSASSINEES

Rosalinda Esbeza Guevara Lopez, 44 ans, et Anselma Linares Escobar, 18 ans, ont été enlevées le 5 juillet dans leur résidence, à Santo Domingo Suchitepequez, par un groupe d'inconnus fortement armés. Elles ont ensuite été assassinées dans une rue de la localité ; un enfant de dix ans a eu la vie sauve en se cachant sur le toit d'un immeuble. Le corps de la professeur Sara Marina Alegria de Vasquez a été retrouvé portant des traces de balles dans un terrain de Nueva Santa Rosa, dans le sud-est du pays.

ON TIRE SUR CINQ PERSONNES DANS LA RUE

Selon la presse locale du 6 juillet, 5 personnes ont été blessées par balle alors qu'elles s'apprêtaient à monter dans un autobus. L'attentat a été perpétré par un groupe d'inconnus fortement armés, dans la localité de Chinautla, distante de 15 kms de la capitale. Selon un témoin, les agresseurs circulaient à bord de deux véhicules et ont utilisé des armes de gros calibre.

DEUX MORTS LORS D'UNE PERQUISITION

Des inconnus fortement armés ont pénétré de force et sans mandat dans une résidence du village de Melchor, municipalité de Oratorio, dans le département de Santa Rosa. Ils ont tué par balle Florinda Guzman Yanez, 59 ans et Edwin Rolando Lemus Berganza, 29 ans. D'après les voisins des victimes, les inconnus ont cherché précisément la maison attaquée. Ils sont repartis à bord de plusieurs véhicules, personne n'intervenant par crainte de représailles. Jaime Ochoa Paz, 22 ans, employé dans une entreprise de pompes funèbres du port de San José, dans le département de Escuintla, a été tué par quatre soldats en civil de la base militaire locale.

ON EXIGE LA LIBERATION DE QUATRE DISPARUS

Selon une information diffusée le 3 juillet, les familles de quatre personnes récemment disparues de manière inexplicquée ont demandé aux autorités judiciaires et policières l'ouverture d'une enquête à ce sujet. Vincente Tuy Sun, 16 ans, Angela Zelaya Portillo, 19 ans, Maria Barreno Caaj, 20 ans et Maria Toj Zamora, 28 ans ont disparu entre le 17 mai et le 30 juin 1987.

UN ETUDIANT LIBERE

Mynor Gabriel Ayala Alvarez, 21 ans, étudiant en médecine de l'université de San Carlos a été libéré au cours de la nuit du 30 juin après avoir été détenu pendant plusieurs jours par un groupe armé, deux hommes et trois femmes. Il avait été enlevé dans la ville de Escuintla. Il a été remis en liberté sur la route reliant Esquipulas à Quezaltepeque, dans le département de Chiquimula, à 200 kms de la capitale. Ayala a déclaré avoir été enlevé dans une voiture et, après plusieurs heures de voyage, été conduit dans une maison de la capitale, où se trouvaient deux personnes qu'il n'a pas pu identifier. Il a ensuite été transféré dans une autre maison où il a été interrogé sur un certain Juan Jos Osorio, qu'il déclare ne pas connaître. Il a alors été remis en liberté.

REFUGIES

400 MILLE REFUGIES CLANDESTINS

Au cours d'une conférence de presse tenue le 14 juillet, Aura Dogherty, chercheur au sein du programme d'études sur les réfugiés de l'académie mexicaine des droits de l'homme a évalué à 400 mille le nombre de réfugiés centraméricains résidant clandestinement au Mexique. Face à cette réalité qui ne peut être ignorée, elle appelle à la cohérence du gouvernement mexicain dans la politique suivie en Amérique centrale et au sein du groupe de Contadora. Elle demande qu'on octroie un statut à ces réfugiés.

Ceux-ci "ne constituent pas un danger" pour le Mexique. La majorité se trouve dans le sud du pays et est d'origine guatémaltèque. Les Guatémaltèques viennent travailler dans les plantations de café du Soconusco et "à présent, ils ne retournent plus dans leur pays, ils restent sur place". 750 familles guatémaltèques ont été rapatriées au cours des 18 derniers mois. On ne sait combien d'entre elles l'ont fait volontairement.

L'ACNUR ETUDIERA LE CAS DES REFUGIES CLANDESTINS

Selon Julio Antonio Fortin, du haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (ACNUR), cette organisation étudiera le cas des réfugiés sans statut légal, lorsqu'ils ont été déplacés de force, et ce dans le cadre de la politique d'ouverture menée par le gouvernement mexicain.

Les nouvelles conditions dues à l'application de la loi Simpson Rodino sur les migrations aux Etats-Unis et l'échec des efforts de pacification en Amérique centrale laissent prévoir une augmentation du nombre de réfugiés guatémaltèques au Mexique. 15% acceptent un retour au pays.